

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prélèvements, analyses microbiologiques de l'eau,
des endoscopes, des surfaces et de l'air (Hors
restauration) et analyses pour Hémodialyse au profit
du GHT Alliance de Gironde (Relance des lots 1, 2, 3,
5, 7, 8)**

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	3
1.5 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Durée et délais d'exécution	4
4.1 - Durée du contrat	4
4.2 - Délai d'exécution	5
5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
6 - Garanties Financières	6
7 - Avance	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
7.2 - Garanties financières de l'avance	7
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement	7
8.3 - Délai global de paiement	8
8.4 - Paiement des cotraitants	8
8.5 - Paiement des sous-traitants	8
9 - Conditions d'exécution des prestations	8
10 - Développement durable	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations	8
11.1 - Vérifications	8
11.2 - Décision après vérification	9
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
13 - Pénalités	11
13.1 - Pénalités de retard	11
14 - Assurances	12
15 - Clause de réexamen	12
16 - Résiliation du contrat	12
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	12
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
17 - Règlement des litiges et langues	14
18 - Clauses complémentaires	14
18.1 - Les données administratives	14
18.2 - Les données techniques	14
18.3 - Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente	15
19 - Obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité	15
20 - Dérogations	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : Prélèvements, analyses microbiologiques de l'eau, des endoscopes, des surfaces et de l'air (Hors restauration) et analyses pour Hémodialyse au profit du GHT Alliance de Gironde (Relance des lots 1, 2, 3, 5, 7, 8)

L'accord-cadre s'exécute au profit du GHT Alliance de Gironde avec les établissements listés en annexe 1 du CCAP.

L'établissement support du GHT Alliance de Gironde est le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque adhérent, établissement partie, doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution des établissements (Support et partie) sont listés en annexe 1 du CCAP.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Centre Hospitalier Charles Perrens
2	Centre Hospitalier de Cadillac
3	Centre Hospitalier de Blaye (Haute Gironde)
5	Centre Hospitalier de Libourne
7	Centre Hospitalier de Sud Gironde/ Centre Hospitalier de Bazas / ESPASS de Podensac
8	Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné pourront être honorés par le titulaire.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur de l'établissement support pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :

Annexe 1 : désignation des co-traitants et répartition des prestations

Annexe 2 : Liste des comptables assignataires du GHT Alliance de Gironde.

- Les bordereaux des prix unitaires (BPU)/ Les détails quantitatifs estimatifs (DQE) des lots 1, 2, 3, 5, 7, 8

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son Annexe :

Annexe 1 : Adresses Etablissements parties

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :

Annexes 1 :

- ✓ CCTP annexe 1_Lot 1_Perrens ;
- ✓ CCTP annexe 1_Lot 2_Cadillac ;
- ✓ CCTP annexe 1_Lot 3_Haute Gironde ;
- ✓ CCTP annexe 1_Lot 5_Libourne ;
- ✓ CCTP annexe 1_lot 7_Sud-Gironde ;
- ✓ CCTP annexe 1_lot 7_Bazas ;
- ✓ CCTP annexe 1_lot 7_Podensac ;
- ✓ CCTP annexe 1_Lot 8_CHU Bordeaux ;

Annexe 2 : CCTP annexe 2_description des lots et prestations choisies ;

Annexe 3 : CCTP annexe 3_tableau récapitulatif des paramètres et valeurs cibles attendues par prestations.

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- L'offre technique du titulaire

- Le calendrier pour les analyses récurrentes programmées défini en début de marché avec chaque établissement, le cas échéant.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du contrat.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

L'accord-cadre est également reconduit tacitement et de manière anticipée dans l'hypothèse où le montant maximum de la période est atteint avant la fin de cette dernière.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4.2 - Délai d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Le délai d'intervention maximum pour la réalisation d'analyses récurrentes programmées sera entre 24h et 48h en fonction du calendrier défini en début de marché avec chaque établissement.

Le délai d'intervention maximum, en cas de demande ponctuelle imprévue (intervention urgente art. 3.6 du CCTP), en fonction de chaque établissement, à compter de la réception par le titulaire d'un mail ou d'une demande par téléphone, confirmé selon les modalités inscrites dans les annexes 1 au CCTP, sera celui précisé dans les annexes 1 du CCTP. Le délai applicable au présent accord-cadre, en fonction de chaque établissement, sera celui précisé par le titulaire dans le cadre de réponse technique, si celui-ci est inférieur au délai inscrit sur les annexes 1 du CCTP.

Le délai de transport et de mise en analyse estimé, à compter de la réalisation du prélèvement, sera celui précisé par le titulaire dans le cadre de réponse technique.

Le délai de transmission maximum des résultats intermédiaires et définitifs, par type de prestations, à compter du jour de prélèvements ou de collecte, sera celui précisé par le titulaire dans le cadre de réponse technique.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Contenu des prix :

Les prix des analyses comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et CCTP, et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les garanties,
- la documentation,
- le type de prélèvement,
- le transport,
- les frais de déplacement entre le lieu de prélèvement et le laboratoire,
- les frais afférents aux opérations de vérifications et à la livraison franco destination sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de l'estimation compris,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- les frais de gestion.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$P0 \times (\text{Indice } 1 / \text{Indice } 2)$$

Selon les dispositions suivantes :

- P0 : prix d'origine ou le dernier prix révisé
- Indice 1 : indice Syntec de référence
- Indice 2 : dernier indice Syntec publié par la Fédération Syntec au moment de la révision du prix

Le titulaire s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur de l'établissement support avec **un préavis de 2 mois** avant la date anniversaire de l'accord-cadre par mail avec accusé de réception à l'adresse suivante : achat.p2h@chu-bordeaux.fr.

CLAUDE DE SAUVEGARDE :

Si la hausse du prix excède 3 % du prix initial ou dernier prix révisé sur 12 mois glissants, le marché peut être résilié par le pouvoir adjudicateur sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité par dérogation aux dispositions de l'article 38 du CCAG/FCS.

La révision des prix est définitive. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Chaque bon de commande fera l'objet de règlement mensuel à terme échu.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>) (Mode d'emploi CHORUS : <https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/pilotage-de-lentreprise/dematerialisation-des-documents/chorus-pro-mode-demploi>). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019 (CHU de Bordeaux)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330585600019 (CH de Cadillac)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330584900014 (CH Charles Perrens)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330561700015 (CH de la Haute Gironde)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330565800019 (CH Libourne)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20002309100016 (CH Sud Gironde)

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330560900012 (CH Bazas)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330566600038 (ESPASS de Podensac)

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur de l'établissement support, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Les clauses techniques d'exécution liées aux prestations sont détaillées dans le CCTP et ses annexes 1 à 3.

Adresse d'exécution :

L'adresse de livraison exacte sera précisée sur le bon de commande.

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Le titulaire s'engage à exécuter ses prestations dans le respect des engagements pris lors de son offre et à fournir un bilan carbone, à chaque date anniversaire, lié à l'activité en comptabilisant les émissions de gaz à effet de serre.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS, les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et/ou du bon de commande.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications de l'accord-cadre et/ou du bon de commande.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné sur les prestations exécutées au titre de l'accord-cadre.

Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné. La date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications est la date d'exécution pour les vérifications quantitatives et qualitatives.

Présence du titulaire

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Déroulement des opérations de vérification

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné effectue lors de l'exécution des prestations, les opérations de vérification quantitative. Il dispose d'un délai de dix (10) jours pour faire part au titulaire de ses remarques.

Lors de l'utilisation des prestations, les opérations qualitatives approfondies seront effectuées par les laboratoires de chaque établissement concerné.

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné dispose d'un délai de quarante-cinq (45) jours pour réaliser les opérations de vérifications qualitatives à compter de la date de livraison.

Dans le cas d'un accord-cadre comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG/FCS, à l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Vérifications des fournitures :

Vérifications quantitatives

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si les quantités exécutées ne sont pas conformes aux stipulations du présent accord-cadre et du bon de commande, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- Soit de reprendre l'excédent fourni ;
- Soit de réaliser l'exécution complète des prestations ;

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives approfondies

A l'issue des opérations de vérifications qualitatives approfondies, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné peut prendre une décision d'ajournement, d'admission, de réfaction, ou de rejet : Admission, ajournement, réfaction et rejet.

Admission

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et du bon de commande.

L'admission prend effet à l'issue des vérifications qualitatives approfondies dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la livraison.

Ajournement

• Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné les prestations mises au point, dans un délai de dix jours.

- Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné a le choix d'admettre les fournitures avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.
- Le silence du pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.
- Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des fournitures, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.
- Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné, aux frais du titulaire.

Les fournitures ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Rejet

Si les prestations livrées ne correspondent pas qualitativement aux spécifications de l'accord-cadre ou au bon de commande, et que le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné estime qu'elles ne peuvent pas être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu de remplacer les prestations rejetées dans les délais identiques à ceux indiqués sur le bon de commande initial du présent accord-cadre sur mise en demeure écrite auprès du titulaire de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné garde la faculté jusqu'à l'exécution complète des prestations, de faire procéder aux vérifications, essais ou analyses qu'il jugera utiles pour apprécier la qualité de la livraison et sa conformité aux clauses du présent accord-cadre.

Le coût de l'analyse sera à la charge du pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné si le résultat est conforme et à la charge du titulaire de l'accord-cadre si le résultat n'est pas conforme.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

En cas d'ajournement, de réfaction ou de rejet récurrents, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné appliquera les pénalités prévues à l'article "PÉNALTÉS" du présent document.

En cas d'impossibilité du titulaire à exécuter la prestation qui lui a été confiée dans le cadre du marché, les établissements membres du GHT Alliance de Gironde se réservent le droit de faire appel à tout autre laboratoire agréé. La différence de tarification sera supportée par le laboratoire titulaire du marché et les pénalités de retard seront appliquées.

Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, le CHU de Bordeaux, se réserve la possibilité de recourir à la clause de réexamen ci-après définie :

- En cours d'exécution, dans le cas où, un ajout, une suppression ou une modification des prestations sont nécessaires au présent accord-cadre.

La modification se fera par voie d'avenant.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de non renouvellement de l'ensemble des accréditations avec les normes et certifications NF/EN/CEI 17025 en vigueur dans le domaine d'activité concerné pour la réalisation des prestations couvrant l'intégralité du marché, ainsi que des habilitations pour pouvoir les réaliser, le contrat sera résilié aux torts du titulaire et à ses frais et risques.

Le pouvoir adjudicateur de l'établissement support se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Exécution aux frais et risques avec résiliation :

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur de l'établissement support peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de l'établissement support de se procurer, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au présent accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire l'accord-cadre résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en oeuvre dans le cadre de l'exécution l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Exécution aux frais et risques sans résiliation :

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution d'une prestation définie à l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur de l'établissement support peut faire procéder par un tiers à l'exécution de ces prestations, aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de l'établissement support de se procurer, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au présent accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire de l'accord-cadre n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en oeuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et qui seraient nécessaires à l'exécution de cette prestation par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur de l'établissement support par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur de l'établissement support adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

18 - Clauses complémentaires

CESSION DU MARCHE PUBLIC

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord exprès du pouvoir adjudicateur de l'établissement support.

Stipulations relatives aux formalités administratives liées à l'exécution :

Le titulaire s'engage à informer l'établissement support de tout changement survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre concernant les :

18.1 - Les données administratives

- Sa raison sociale (nouveau nom, statut de l'entreprise ou adresse) en joignant un extrait Kbis du Registre du Commerce et une copie de l'extrait du Journal des Annonces Légales ;
- Son compte de règlement en joignant le nouveau relevé ;
- Le destinataire du paiement en joignant un courrier explicatif de ce changement avec un relevé de compte de paiement du nouveau destinataire, un extrait Kbis et un justificatif de délégation de signature.

18.2 - Les données techniques

Aucune modification ne peut être mise en place sans l'accord écrit du/de la Directeur/rice de la Politique d'Achats, de la Logistique et de la Stratégie Patrimoniale de l'établissement support ou son représentant.

- Les clauses d'évolution (en joignant toutes les pièces mentionnées),
- Toutes autres données techniques en joignant un courrier d'information au pouvoir adjudicateur de l'établissement support. Adresse unique de destination des courriers et autres pièces administratives :

achat.p2h@chu-bordeaux.fr

Ou

CHU de Bordeaux

Direction de la Politique d'Achats, de la Logistique et de la Stratégie Patrimoniale

Prestations Hôtelières et Hospitalières

12, rue Dubernat

33404 TALENCE Cedex

Le titulaire doit, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, informer sans délai le pouvoir adjudicateur de l'établissement support ou son représentant, de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations, objets du présent accord-cadre.

Tout changement fera l'objet d'un délai de préavis d'information d'un mois minimum ou selon le délai précisé dans un des articles du présent document.

Tout changement devra être signalé impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur de l'établissement support ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

Le numéro du marché public devra impérativement apparaître sur chaque courrier.

18.3 - Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement et/ou au bordereau de prix unitaire, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent accord-cadre.

19 - Obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. L'acheteur/ l'autorité concédante est informé(e), à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

20 - Dérogations

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.2 déroge à l'article 38 du CCAG - Fourniture Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services